



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER**

## **Environnement - Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) - Centre de soins de la petite faune sauvage à Villeveyrac - Attribution de subvention - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole est engagée auprès de l'association Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) de l'Hérault, poursuivant des objectifs communs de préservation de la biodiversité et d'observation de l'évolution de son comportement face aux changements climatiques, notamment au travers d'un accompagnement au fonctionnement du Centre de soins de la faune sauvage.

La réponse à l'urgence climatique est identifiée en tant qu'enjeu majeur, de l'échelle internationale et l'échelon local, sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, qui vise l'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050. Cette réponse est mise en avant au travers du Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs) 2021-2026, adopté lors du Conseil de Métropole en janvier 2023, dont la stratégie ambitionne d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter, notamment en préservant la biodiversité, les milieux et les ressources.

La LPO, importante association de la protection de la nature en France, a ouvert en juin 2012, par l'intermédiaire de la LPO Hérault, un Centre de Sauvegarde de la Faune Sauvage à Villeveyrac. Ce centre accueille les oiseaux et petits mammifères sauvages en détresse trouvés dans l'Hérault et les départements voisins, dans le but de les rendre à la nature, sans dépendance à l'Homme. Il assure ainsi des soins à la faune sauvage, de la médiation auprès des citoyens pour favoriser la cohabitation avec la faune sauvage, de l'éducation à l'environnement et au développement durable, de la surveillance épidémiologique de la faune sauvage ainsi que la gestion de la faune sauvage en cas de pollution. Le Centre de soins de la LPO Hérault représente un observatoire de l'évolution de la faune sauvage sur l'ensemble de son territoire d'action. Son activité peut apporter sur le moyen et le long terme un éclairage sur les impacts des évolutions climatiques.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier souhaite créer en bordure du Bois de Montmaur, à proximité du Parc de Lunaret – Zoo de Montpellier, un centre de soins pour la faune sauvage. Cet espace sera dédié à l'accueil des animaux sauvages en détresse (oiseaux, petits mammifères, reptiles...) pour les héberger et les soigner, dans le but de les relâcher dans la nature sans dépendance à l'Homme, si l'état de l'animal le permet.

En effet, depuis des années, de nombreux hérissons, martinets, tourterelles, pigeons ou goélands blessés sont apportés spontanément par les habitants au Zoo de Montpellier, lieu identifié par les habitants comme espace de conservation de la faune sauvage. Si le parc zoologique dispose bien d'une clinique vétérinaire avec une équipe de soigneurs et de vétérinaires, les installations et fonctions du personnel soignant sont destinées uniquement à la collection du zoo et l'accueil des animaux en détresse provenant de l'extérieur doit donc être refusé. Il faut alors faire appel à d'autres centres de la région. Les quelques structures d'accueil et de soins de la faune sauvage sont éloignées de Montpellier et sont saturées par la demande surtout à certaines périodes de l'année, par manque de moyens financiers et humains. D'où la nécessité de créer un centre de soins dans le nord de Montpellier, à proximité d'un lieu (le zoo) déjà identifié comme espace de conservation d'animaux sauvages.

Sur invitation de la Ville de Montpellier, la LPO apporte son expertise et participe au comité de pilotage en vue de la création de cet « *Hôpital de la faune sauvage de Montpellier* ». Celui-ci viendra en appui et travaillera en synergie avec les autres centres de soins de la région (Hôpital Faune Sauvage à Laroque, géré par Goupil Connexion, et le Centre Régional de Sauvegarde de la Faune Sauvage, à Villeveyrac, géré par LPO Occitanie), et avec le Réseau national des centres de soins de la faune sauvage en France.

Vue la demande de soutien financier déposée par la LPO pour son Centre de Sauvegarde de la Faune Sauvage à Villeveyrac en date du 26 mai 2023 et considérant que la Métropole souhaite continuer à contribuer aux coûts de fonctionnement du Centre pour l'année 2023, il y a lieu d'attribuer une subvention

suivant le tableau ci-après :

<b>THEMATIQUE : Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique</b>			
<b>STRUCTURE</b>	<b>N° DE DOSSIER</b>	<b>NATURE DE LA DEMANDE</b>	<b>MONTANT ATTRIBUE (€)</b>
LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX OCCITANIE	00002347	Demande de soutien financier pour le centre de sauvegarde de la faune sauvage de la LPO Occitanie Délégation territoriale de l'Hérault	5 000
<b>TOTAL</b>			<b>5 000</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la convention d'attribution avec le bénéficiaire ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Roger CAIZERGUES.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-235791-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention d'attribution de subvention LPO 2023.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.